

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Avocats sans frontières Canada préoccupée par la détérioration de la situation des droits humains en Haïti

Port-au-Prince, 28 octobre 2021 - Avocats sans frontières Canada (ASFC) est vivement préoccupée par l'augmentation des cas de graves violations de droits humains en Haïti, notamment à Port-au-Prince, où le nombre d'enlèvements et d'assassinats ne cesse d'augmenter.

Depuis plusieurs mois, la population fait face à une rareté récurrente du carburant sur tout le territoire, ce qui entraîne d'importantes répercussions sur le quotidien des Haïtiennes et des Haïtiens. En guise de protestation, des grèves se multiplient, ce qui accentue la paralysie des activités. Les écoles, les tribunaux, les hôpitaux et d'autres institutions éprouvent des difficultés à accomplir pleinement leur mission. Le transport public, le service dédié à l'eau potable, le centre ambulancier national et le secteur des télécommunications sont également affectés par la crise.

L'association des chauffeurs de produits pétroliers d'Haïti (ACPPH) dénonce la présence de groupes armés dans les zones où est entreposé le carburant.

« Depuis le début de la semaine, des hôpitaux privés et caritatifs ont annoncé la fermeture graduelle de leurs services. D'autres suivront si rien n'est fait. Cette situation met en péril la vie de plusieurs centaines d'enfants, de malades et de femmes enceintes. À ce stade-ci ce n'est plus qu'alarmant, c'est désastreux ». Me Gaël Pétilion, directrice Haïti d'ASFC

Les personnes en situation de vulnérabilité, les premières victimes de cette crise

ASFC tient à rappeler que l'instabilité et l'insécurité engendrent de lourdes conséquences sur les droits fondamentaux des haïtien.nes. Dans ce climat, les droits à l'éducation, à la santé et à la sécurité, tous protégés par la Constitution haïtienne et d'autres instruments internationaux, ne sont plus garantis. Les personnes privées de liberté, les femmes et les enfants sont particulièrement affectés.

Au-delà de l'annonce par la Police Nationale d'Haïti d'un début de distribution du carburant à Port-au-Prince, ASFC appelle l'État haïtien à tout mettre en œuvre pour garantir le respect de ses engagements internationaux en matière de protection des droits humains. Dans l'objectif de rétablir un climat favorable au respect des droits des Haïtien.nes, ASFC urge le gouvernement de prendre des mesures qui favorisent l'accès aux différents services de base.

ASFC réaffirme sa solidarité et son soutien à ses partenaires haïtien.ne.s et s'engage à travailler avec eux à la création d'un climat de paix et respectueux des droits humains.

À propos

ASFC est une organisation non gouvernementale de coopération internationale dont la mission est de contribuer à la mise en œuvre des droits humains des personnes en situation de vulnérabilité, par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation juridique.

Contact

Québec : Emilie Simard, Directrice des communications et engagement du public,
emilie.simard@asfcanda.ca, +1. 418 907-2607 #102

Haïti : Taina Noster, Responsable principale des communications et du plaidoyer,
taina.noster@asfcanda.ca, +509 3427-1339